Subir ses maîtres, tel est le premier commandement de la monarchie.

Choisir ses maîtres, c'est le dogme de la démocratie.

Se passer des maîtres, abolir l'autorité, c'est le dernier mot du socialisme, l'idéal du gouvernement de l'humanité. G. DUCHÊNE.

(*Le Peuple*, journal de Proudhon, 26 mars 1849.)

Vers l'avenir

Ces temps-ci n'admettent ni un prêtre qui fasse des miracles, ni un capitaine qui soumette les peuples, ni un prince secourable aux travailleurs. Ils admettent une seule chose : à qui veut sa rédemption d'y œuvrer.

Giovanni BOVIO.

... La reconnaissance est un sentiment, et les sentiments n'ont rien à faire avec la politique, qui n'a d'autre mobile que les intérêts. Nous devons bien nous pénétrer de cette idée, que les sympathies ou les antipathies que nous pouvons inspirer à nos redoutables voisins ne peuvent avoir la moindre influence sur notre sécurité nationale. Qu'ils nous aiment et qu'ils aient le cœur plein de reconnaissance pour nous, pour peu qu'ils trouvent le dépècement de la Suisse possible, il nous dépèceront. Qu'ils nous haïssent tant qu'ils voudront, mais s'ils sont convaincus de l'impossibilité de partager la Suisse entre eux, il nous respecteront. Il nous faut donc créer cette impossibilité. Mais ne pouvant être fondée sur les calculs de la diplomatie, cette impossibilité ne peut résider que dans l'énergie républicaine du peuple suisse.

Telle est donc l'unique base réelle et sérieuse de notre sécurité, de notre liberté, de notre indépendance nationale. Ce n'est pas en voilant, ni en diminuant notre principe républicain, ce n'est pas en demandant lâchement aux puissances despotiques de nous continuer la permission d'être au milieu des Etats monarchiques la seule république de l'Europe, ce n'est pas en nous efforçant de gagner leurs bonnes grâces par des complaisances honteuses ; — non : c'est en élevant bien haut notre drapeau républicain, c'est en proclamant nos principes de liberté, d'égalité et de justice internationale, c'est en devenant franchement un centre de propagande et d'attraction pour les peuples, et un objet de respect et de haine pour tous les despotes, que nous sauverons la Suisse.

Michel BAKOUNINE (1870).
Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg.

Assurances et camps de travail

Les lignes ci-après ont été écrites par notre camarade Malatesta en 1920, à un moment de grande effervescence en Italie, chacun attendant un changement sans en avoir une idée bien nette. Parti socialiste, Confédération du travail et Parti communiste aussi, pour des raisons différentes et n'envisageant qu'un mouvement dont ils seraient les maîtres absolus, laissèrent passer le moment favorable à une action insurrectionnelle et se divisèrent toujours plus entr'eux, ce qui facilita la contre-révolution préventive du fascisme, organisée et soudoyée par le capitalisme et le militarisme, et acceptée d'emblée par tout ce qu'une population peut compter de plus borné, timide, mauvais et myope. Ce monde triste ou incolore n'a que trop mérité l'expiation qui en est résultée et a atteint le point culminant dans les sept dernières années de guerre, depuis octobre 1935.

Voici comment Malatesta parlait des assurances d'Etat qu'on prônait alors particulièrement, comme on le fait aussi aujourd'hui en Suisse.

LES ASSURANCES D'ÉTAT

L'Etat, organe de domination et d'oppression, doit tout de même faire ou feindre de faire quelque chose au profit des opprimés pour justifier son existence et être toléré. Le meilleur moyen envisagé est celui de faire dépendre les intérêts des gouvernés de la permanence et de la stabilité de l'Etat.

De même que pour exploiter le travail d'autrui avec plus de tranquillité et enlever à ses ouvriers la liberté de se déplacer et de se révolter, un patron intelligent fait construire des maisons ouvrières, promet des primes et des pensions, lesquelles sont naturellement et toujours payées avec usure par les ouvriers — ainsi l'Etat, c'est à-dire le gouvernement, cherche avec les assurances à éloigner la révolte, en inspirant aux travailleurs la crainte, si le gouvernement est renversé, l'organisme étatiste ébranlé, de perdre les maigres avantages déjà payés à l'avance, à force de retenues sur les salaires et autres trucs semblables. Le gouvernement réalise de la sorte un double avantage : il encaisse de l'argent et consolide l'ordre public que la force armée ne suffit pas à maintenir.

Les socialistes étatistes, les aspirants à la dictature, peuvent être contents que l'Etat, même monarchique, habitue les ouvriers à l'obéissance et à attendre la garantie d'une vie, si pauvre soit-elle,

de la providence des hommes au pouvoir. Ils espèrent y arriver tôt ou tard et ont intérêt par conséquent à trouver des sujets dociles et tout un filet déjà tendu d'intérêts conservateurs, propres à arrêter l'élan révolutionnaire.

Mais ceux qui veulent que la révolution prochaine soit réellement émancipatrice, ceux qui veulent que les travailleurs prennent réellement en mains la réorganisation sociale, doivent résister de toutes leurs forces à cet envahissement toujours croissant du gouvernement dans les fonctions de la vie collective.

Les ouvriers seraient disposés à résister, puisque personne n'a plus de confiance dans le gouvernement, mais les mauvais bergers se hâtent de lui donner leur appui, d'autant plus efficace qu'il est masqué d'objections formelles et de vœux d'améliorations ultérieures.

Quelques syndicalistes se sont associés à la tentative de persuader les ouvriers de se soumettre au paiement des cotisations fixées par les décrets su. l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, sous prétexte que le mouvement de protestation n'est pas général, mais ne répète-t-on pas chaque jour qu'en toute chose il faut bien que quelqu'un commence ?

Repoussons les assurances d'Etat.

* * *

Pour ce qui en est aujourd'hui en Suisse, nous sommes du même avis que Malatesta, surtout lorsque nous considérons la bande de philanthropes clérico-fascistes qui ont pris la tête du mouvement en faveur des assurances d'Etat. Tout d'abord, nous savons qu'en Italie et en Allemagne où ces assurances existent, le standard de vie des ouvriers est des plus misérables. Ensuite, nous avons sous les yeux l'exemple des cantons où les dits philanthropes gouvernent depuis nombre d'années et les conditions de vie y sont plus dures que dans le reste de la Suisse, et, enfin, nous posons surtout aux socialistes et aux syndiqués la question : « Qu'entendez-vous faire de toutes les revendications, de toutes les réformes de structure, de tous les programmes et plans, exposés depuis plus d'un siècle, à un moment où même les bourgeois prévoient un *tournant* surtout dans l'organisation économique ? »

En effet, en rester encore et toujours à une simple question d'assistance, n'est-ce pas la meilleure preuve qu'on prévoit le maintien du régime actuel avec toutes les misères qui en découlent ?

Nos aînés de la Première Internationale chantaient :

Ouvrier, prends la machine ;
Prends la terre, paysan !

Y avons nous renoncé ? N'y a t il plus de socialisme au sens traditionnel du mot ? Peut-on appeler collaboration la sujétion des salariés au patronat ? S'agit-il d'« assurer un minimum d'existence », comme d'aucuns aiment à s'exprimer, ou réclamons-nous l'aisance pour tous ? Etes vous définitivement des rénonciateurs ou qu'entendez-vous conquérir ? Ce sont là autant de questions auxquelles nous aimerions avoir des réponses précises.

Pour nous le socialisme est et doit être autre chose qu'un développement de l'assistance publique ou le renouvellement des chantiers nationaux de 1848 dont l'échec fut si tragique. Est-ce que les camps de travail militarisés n'en sont pas déjà l'équivalent? Une chose est certaine pour nous : ceux qui ont été de tout temps les ennemis acharnés du socialisme ne sauraient tout à coup se muer en réformateurs sociaux. Au syndicalisme libre ils veulent substituer la corporation gouvernementale, au capitalisme libéral une forme de capitalisme toujours plus étatisé, à une assurance facultative une assurance obligatoire dont les frais sont retenus d'avance sur les salaires. Tout cela n'est qu'un véritable système de réassurance du capitalisme, et il paraît bien que Parti socialiste et Union syndicale suisse n'envisagent rien de plus. C'est une anachronique résurrection du syndicalisme jaune de Biétry que nos aînés avaient su radicalement écarter. Nous en reparlerons.

Après les Journées (23-26) de Juin 1848.

Environ quinze mille morts ou blessés dans deux camps ; la chasse à l'homme organisée ; une partie de Paris dénonçant l'autre ; les haines les plus farouches déchaînées entre l'armée, la mobile et les ouvriers, dont les blessés s'invectivent jusque sur leurs couches d'hôpital ; l'embastillement de milliers de prisonniers grouillant et étouffant dans la boue des casemates ; l'état de siège indéfini ; les conseils de guerre en permanence pour envoyer au bagne, ou même à l'échafaud, les plus énergiques des combattants des barricades ; la transportation en masse, *sans jugement,* des simples *suspects,* votée d'enthousiasme par les « représentants du peuple » : tel est le bilan de quatre mois de gouvernement des républicains.

Qu'aurait pu faire de plus la plus exécrable des monarchies ?

Souvenirs d'un Révolutionnaire. Gustave LEFRANÇAIS.

Les massacres de Bohême

Le peuple tchèque aura payé le prix fort pour la tête du sieur Heydrich. Une orgie sanguinaire s'est déchaînée à Prague, depuis la mort de celui-ci. Des centaines d'exécutions ont déjà eu lieu, et il n'apparaît pas que cette débauche d'assassinats connaisse bientôt un terme.

Heydrich était tristement réputé. Bien avant cette guerre, il s'était déjà fait apprécier comme un des bourreaux les plus notoires de la Gestapo. Au jugement de Neville Henderson, le dernier ambassadeur britannique à Berlin, qui le qualifie dans son ouvrage *Deux ans chez Hitler*, de « gangster brutal et sans scrupules », il était infiniment pire que son maître Himmler ! Spécialiste de la mise au pas des populations rétives aux séductions de l'ordre nouveau, il avait déjà fait merveille dans divers pays occupés. On l'envoyait partout où la nécessité d'un homme à poigne s'imposait. Ce sadique de la répression a donc eu la fin la plus conforme à ses brillants mérites. L'histoire retiendra son nom comme celui de la première canaille d'envergure que le Destin ait frappé !

Des représailles du genre de celles ordonnées à Prague mèneront plus sûrement à la ruine Hitler et ses acolytes, qu'une grande bataille perdue par la Wehrmacht. La Terreur érigée en système, définie un jour par le socialiste Engels comme un « ensemble d'atrocités très inutiles, commises pour se rassurer par des gens qui ont peur eux-mêmes », aboutit toujours à un effet diamétralement opposé à celui que ses initiateurs se proposent. La Gestapo en fera l'expérience. Ce n'est pas les courbettes du président Hacha au successeur de Heydrich qui peuvent tenir lieu des véritables sentiments du peuple tchèque. Un fossé, infiniment plus difficile à combler que celui qui les séparait des Habsbourgs au temps de la monarchie austro-hongroise, vient d'être creusé par les soins de la Gestapo, entre les populations de Bohême et leurs « protecteurs » du Grand Reich.

Les tueries de Prague s'insèrent d'ailleurs dans un programme de répression qui s'étend à toute l'Europe. Des informations avaient même paru, concernant une prochaine venue de Heydrich à Paris. Le « front intérieur » s'avère, chaque jour, plus onéreux pour les puissances de l'Axe. Partout les

troupes qui veillent à la bonne tenue de l'élément civil, doivent être renforcées. L'intégration à la nouvelle Europe des récalcitrants s'opère *manu militari*.

L'occupation a sa logique inexorable qui vaut pour tous les temps et tous les lieux. Les conquérants sont nombreux qui ont finalement été vaincus par l'étendue de leurs conquêtes. Hitler ne doit pas s'attendre à ce que l'Histoire ait des lois d'exception pour lui. A.

En Espagne.

Voici des nouvelles d'Espagne significatives :

— Des voleurs ont arrêté un omnibus sur la route reliant Séville à Madrid, ont dépouillé les voyageurs de leurs biens et les ont tués tous. Quelques-uns des bandits ont pu être arrêtés. Il y a déjà quelques jours un attentat à main armée a été dirigé contre une ferme andalouse et son propriétaire tué. —

— La cathédrale historique de Covarrubias, près de Burgos, a été détruite par un incendie. Le feu a anéanti des tableaux et de précieux objets d'art. Une cloche de deux tonnes tomba à travers la coupole. L'édifice datait du X^me^ siècle. —

Il est permis de se demander si le brigandage et les attentats à main armée ne sont pas le résultat de la misère la plus noire.

Quant à la cathédrale chacun sait que les révolutionnaires espagnols sont portés à s'en prendre avant tout au cléricalisme. Il a de tout temps fait un si grand mal à l'Espagne !

Subside rogné.

M. Mussolini pour combattre l'inflation, vient de diminuer le subside aux femmes des combattants. Or, ce subside était déjà insuffisant, et tous les renseignements concernant l'Italie s'accordaient à dire que le peuple était affamé. Pour que le Duce ait été forcé de prendre une mesure aussi impopulaire, il faut que les finances du royaume avec ou sans empire soient dans un état désespéré. Certes, pour le massacre l'Italie comme tout autre Etat trouvera toujours de l'argent, mais cela laisse déjà entrevoir avec la défaite la banqueroute. En attendant, le malheureux peuple italien peut continuer à se faire tuer, afin d'établir l'hégémonie allemande. C'est pourtant pour l'empêcher que 600 mille des siens étaient morts pendant l'autre guerre mondiale. Ah! qu'il est facile de tromper les peuples !

Scandale américain.

Nos camarades d'Amérique nous communiquent un écrit du Prof. Salvemini, dénonçant le fait plus que scandaleux, qu'un nommé Edward Corsi, fasciste notoire s'étant toujours affirmé comme tel, a été nommé rien moins que chef effectif des *Alien Enemy Hearing Boards,* chargé d'instruire les procès contre les étrangers suspects.

Chose étrange, la presse américaine a fait le silence autour de cette dénonciation fortement documentée et irréfutable. Les antifascistes italiens aussi n'ont pas cru devoir élever leur protestation, crainte peut-être d'être les premiers poursuivis par M. Corsi, qui peut les faire arrêter et garder au secret.

Pour que cela ait été possible, il faut que le fascisme — masqué étant donné la guerre — soit encore puissant aux Etats-Unis, parmi une ploutocratie dont il se prétend l'ennemi, mais à laquelle il a dû de naître, croître, s'étendre et s'aguerrir.

L'antidémocratie.

La mode est aujourdh'hui à la critique des parlements, des *assemblées parlantes*, comme les appelait Leverdays. C'est une critique que nos aînés et nous faisons depuis un siècle, mais il y a critique et critique. La nôtre vise à rendre à la société entière toutes les fonctions usurpées par l'Etat; par contre, celle des fascistes et bourgeois vise au renforcement de l'autorité, en la soustrayant à tout mouvement d'opinion, à toute opposition. C'est, avec les corrections exigées par les temps, le retour au pouvoir absolu, qui a dû faire place au constitutionnel à la suite d'abus devenus intolérables. Critiquer pour ces abus le pouvoir et en demander le renforcement, c'est le mettre à même de commettre de plus grands abus encore. Nous le voyons par ce qui se passe dans les pays totalitaires, et l'histoire n'est qu'un long récit des maux surtout des régimes absolus. Sans nous faire les défenseurs de la démocratie, la plupart de ceux qui la critiquent nous sont suspects. Ainsi que nous l'avons déjà dit, sous prétexte d'ordre nouveau, ces derniers entendent surtout revenir au désordre ancien, contre lequel plusieurs révolutions ont été faites. Nous ne sommes pas dupes de ces novateurs. Les premiers à condamner le parlementarisme, nous voulons que tous les citoyens exercent de plus en plus leurs droits sans les déléguer Attention à ceux qui veulent supprimer par contre le droit de tout le. monde, pour n'instituer que celui d'un dictateur et des hiérarchies.

Bonnes intentions

Sous le titre *De la netteté*, nous avons relevé dans le quotidien socialiste les lignes suivantes :

Pour se défendre, certains navires recourent au jet de nuages ou brouillards artificiels, leur permettant de s'échapper et de fuir.

C'est à un procédé quelque peu analogue que recourent aujourd hui ceux qui demeurent attachés à un régime qui est appelé à s'effondrer après avoir été la cause profonde de cataclysmes qui auront mis en péril notre civilisation.

Ils profitent de la situation très délicate faite au socialisme durant la guerre pour multiplier les équivoques et donner le change.

Il est possible aussi que dans les milieux socialistes, on risque, par moments, de favoriser l'équivoque en manquant de précision.

Il faut enfoncer cette vérité essentielle et première dans tous les cerveaux, si on veut échapper au piège des brouillards artificiels : Tout est vain si on ne renverse pas la vapeur de notre locomotive économique, si on ne jugule pas les puissances d'argent, si on ne libère pas les peuples de la dictature du Veau d'Or !

Jamais, jamais, on ne le proclamera avec trop de force ni d'obstination, car tout l'avenir dépend de cette conviction. C'est pourquoi, cent fois je le dirai et le répéterai jusqu'au jour où les hommes se seront attelés à cette besogne dont dépend notre salut.

Deux jours plus tard, E. Paul Graber revenait ainsi à la charge :

Toute la poudre de perlimpinpin qu'on répand comme soporifique ou anesthésique, afin de calmer les sombres appréhensions des masses, ne servira à rien, tant qu'on n'aura pas modifié le jeu des forces et qu'on n'aura pas supprimé le pouvoir de l'argent.

Mais encore faut il que l'on n'en demeure pas à des considérations théoriques ou à des velléités. Il est nécessaire que l'on soutienne un véritable corps-à-corps avec toutes les forces qui tendent à maintenir l'ordre que le socialisme, lui, veut et doit supprimer s'il reste fidèle à sa mission de rédemption humaine.

C'est cette attitude que des bénisseurs et des pleurnicheurs n'arrivent pas à comprendre et qu'ils condamnent avec des trémolos de réprobation dans la voix. Comment, semblent-ils dire, nous nous acheminons sur la voie de la pleine confiance, de l'entente, de l'harmonie, et voici de mauvais esprits et de plus mauvais caractères encore, qui ne comprennent pas et continuent à se placer sur le terrain de la lutte et qui plus est — abomination et désolation — sur le terrain de la lutte de classe.

Qu'on me permette de le dire très posément : il y a certaines

hypocrisies et certaines complaisances en face des sources mêmes du mal qui me dégoûtent désespérément.

Quelle naïveté ne faut-il pas posséder pour croire qu'on pourra se contenter d'améliorations ou de soporifiques !

Ou bien l'humanité inspirée par un profond besoin de justice, de liberté et de paix se décidera à transformer le jeu de toute notre mécanique économique, ou bien, demain, la guerre finie, l'implacable dictature de l'argent réduira à néant les rêves et les pastorales de ceux qui proclamèrent l'harmonie au son de la flûte, du tambourin et du chalumeau.

Que les travailleurs, eux, réfléchissent bien sur ces choses et qu'ils prennent des viriles résolutions : c'est là une des premières conditions qui ouvriront le chemin d'une nouvelle étape de l'histoire humaine.

Remarquons que Graber est l'ami, le collaborateur et le directeur de ceux qui ont biffé dans les statuts syndicaux la « lutte de classes » et sont passés maîtres dans ces hypocrisies et complaisances qui le dégoûtent.

Enregistrons quand même ses bonnes intentions, et, sans prétendre qu'elles pavent un paradis, espérons au moins les voir dépaver les communautés professionnelles et les corporations clérico fascistes.

Nos conseillers fédéraux ont trouvé leur traitement de 32,000 francs insuffisant. Les commissions des finances des Chambres viennent de proposer de le porter à 35,000, plus une indemnité de représentation de 5000 francs. Pour le président de la Confédération, cette indemnité serait de 8000. D'autre part, la pension des anciens conseillers fédéraux sérait calculée sur la base d'un traitement de 30,000 francs. Toutes ces augmentations sont justifiées par l'augmentation de travail et de responsabilité de nos gouvernants. Quant aux députés, ils proposent eux-mêmes de porter leur indemnité journaliere de 35 à 40 francs.

Comme quoi la retraite pour les conseillers fédéraux a été plus vite réalisée et augmentée que celle pour les simples citoyens autrement besogneux. En haut lieu les sacrifices prêchés ne concernent pas les prêcheurs, qui recherchent même quelques bénéfices supplémentaires. La nôtre n'est pourtant pas une « république des camarades ». Et dire que l'on accuse les démocraties d'être ingrates !

Ribadendo il chiodo

Si vive in attesa dei « comunicati » delle varie agenzie ufficiali, pur sapendo che sono più o meno incompleti o bugiardi, e senza simpatizzare del resto per nessun governo, quelli democratici avendo favorito ed armato i nazifascisti, malgrado le loro dichiarazioni di mirare alla guerra, qualora non si lasciasse l'intera Europa e anche il resto in loro balìa. Per colmo, si trattarono da bellicisti quei che prevedendo la catastrofe, la denunciarono, perchè venisse impedita quand'era ancor tempo, cioè prima che il riarmo tedesco progredisse, fino a diventare d'una superiorità schiacciante. C'erano purtroppo i ciechi che applaudivano alla « pace » di Monaco, che da una parte accresceva enormemente il potenziale bellico germanico e dall'altra mostrava un'impotenza anglo-francese, ch'era un aperto invito all'Asse a commettere nuove aggressioni. Il fatto di non volere la guerra — che c'era già del resto in Ispagna ed era guerra nostra — non avrebbe dovuto voler dire che si accettava la servitù fascista per gli spagnoli e quindi per tutti gli altri territorî che Hitler giudicasse « spazio vitale ».

Si doveva fatalmente giungere alla guerra, a meno di praticare un pacifismo integrale, meglio definito servilismo integrale. Le simpatie nazifasciste delle classi dirigenti di tutti gli Stati l'hanno specialmente provocata, sia col dar tempo e mezzi all'Asse di prepararla, sia col fornire gratuitamente delle quinte colonne a Hitler, com'ebbe lui stesso a dichiararlo. Lor signori delle « democrazie » contavano bensì in odio al socialismo di far larghe concessioni all'Asse, ma non già di cedergli il tutto e rinunciare alla loro buona parte di dominio e sfruttamento. Considerarono come gradassate ad uso interno le declamazioni totalitarie, ma poichè videro che Hitler soprattutto faceva sul serio, non restava più che resistere o... suicidarsi. E resistettero, ma in condizioni materiali e morali disastrose. I popoli tutti, sia quelli che han lasciato piantare in casa propria l'assolutismo, sia quelli che han tollerato il favoreggiamento del proprio governo per Hitler e Mussolini e l'infamia del Comitato Plymouth di non intervento, espiano oggi la loro indifferenza, incoscienza o malevolenza.

L'espiazione è terribile per tutti, supera le peggiori previsioni, e con tutto ciò non siamo ancora alla fine, non abbiamo ancora tutto visto. Si freme al pensare al sacrificio enorme di vite e di ricchezze, d'anni e di sforzi, che avrebbe dovuto essere impossibile dopo l'altra tragica esperienza del 1914-18! Alle volte vien fatto di disperare, ma come non serve a nulla ed è insomma una viltà morale, che ci fa parere inutili agli altri ed a noi stessi, bisogna accettare la durissima prova e, fermi nei nostri principî, fedeli ai nostri fini, credere sempre che l'avvenire possa essere nostro e per esso oprare tenacemente, anche se quanto facciamo può parere insufficiente, derisorio di fronte alle immense forze in giuoco. La storia non ha mai conosciuto disastro maggiore, che, per un'atroce ironia, è appunto tale in ragione del genio umano e di tutte le sue meravigliose scoperte ed invenzioni! Possibile che gli uomini non abbiano da ravvedersi mai, per mirare ad un bene comune invece che a profitti individuali e nazionali, sperperati delittuosamente nella stessa lotta per conquistarli!

Gli eterni diseredati, poi, che si videro negato o misurato scarsamente il pane, calcolino una buona volta la produzione e il consumo favolosi raggiunti in condizioni d'allarmi, attacchi e danni continui, e mentre diecine di milioni d'uomini impiegano e distruggono materiali e viveri in quantità enormi, per concluderne che ci sarebbe modo d'assicurare l'agiatezza per tutti non appena ritornata la pace e per non lasciarsi più distrarre dai pannicelli caldi d'un'umiliante assistenza e realizzare una buona volta l'ideale socialista di liberi ed eguali, che si è voluto meschinamente ridurre a un programma di sudditi e salariati.

Il fattore materiale per fare dell'emancipazione integrale una possibilità esiste già: abbondanti produzioni e rapide comunicazioni. Rimane da realizzare il fattore morale, col distruggere l'atavismo servile dei più, incapaci di concepire un mondo senza autorità nè sfruttamento. Per diventare liberi ed eguali, bisogna avere anzitutto la ferma convinzione di poterlo essere, e molti, troppi, ne mancano, sia per una falsa educazione, sia pei raggiri dei politicanti, sia per misoneismo, sia per la difficoltà di liberarsi da tutta un'eredità d'usi, sentimenti, imitazioni e superstizioni.

Terzo anno di guerra

A vero dire è il settimo, a contare dalla guerra all'Abissinia cominciata nell'ottobre 1935, ma s'inizia solo il terzo della guerra per l'egemonia germanica. La stampa fascista pubblica dei dati sulla marina, che vorrebbero lasciar credere che fu particolarmente attiva e vittoriosa, ma in realtà la flotta italiana ebbe più scacchi che successi. Del resto, bisogna diffidare di tutti i dati forniti da quel predappiese, il quale ebbe a dire che, se fosse stato al potere, avrebbe fatto di Caporetto un successo. E lo fece infatti per le batoste di Grecia e d'Africa.

Malgrado tutto, col fanfarone va però del pari il piagnulone, che si lamenta di fare una guerra ingrata, dai sacrifici enormi, non corrispondenti ai risultati visibili. Già, di visibilissimo v'è l'Impero perduto e la Libia passata sotto il controllo tedesco. Dice bene che la partecipazione italiana alla guerra africana è eguale a quella tedesca, ma così confessa che quel poco che gli resta in Africa non è interamente suo, ma va diviso per metà. Sottolinea anche che il suo ruolo giova alla Germania, che gliene ha dato più volte atto, e sia, ma a cosa serve all'Italia? Pare che le unità italiane affluiscano verso il fronte russo, ma data e non concessa la vittoria tedesca, quei territorî non spetterebbero certo al Benito. C'è ancora la guerra alla Jugoslavia, cioè ad uno Stato ormai inesistente, ma che trova modo d'opporre la più micidiale delle resistenze.

Durante l'altra guerra, l'Austria era stata definita dalla Germania « il brillante secondo », ma questa volta si ha un *secondo* niente affatto brillante, e di cui tutti nei colloqui particolari parlano col massimo disprezzo. La parte di Maramaldo avuta dal Benito ha nauseato tutti, senza contare che il Ferrucci creduto morto non lo era, e da due anni ha anzi dato prova d'una crescente vitalità. Becero oltre che canaglia il nuovo genio cesareo! Eppure ha potuto imporsi e s'imporrà ancora, sia pure in sott'ordine di Hitler, sino alla catastrofe finale, che sarà seguita da altre simili, se gli uomini non si liberano dalla superstizione che non si possa farne a meno di governanti, padroni e preti, di chi comandi in cielo, in terra e in ogni luogo!

Un suicidio.

La stampa ha pubblicato che, nel pomeriggio del 3 giugno, uno degli internati civili nel campo di concentramento presso Locarno si gettava sotto il treno su quel di Minusio. Il corpo del povero disgraziato veniva, poi, dopo le constatazioni di legge, raccolto completamente sfracellato, e trasportato nella cappella mortuaria del cimitero di Minusio.

Non conosciamo altri particolari sul raccapricciante fatto. Rileviamo però la triste pratica sempre più estesa di parcare la gente come del bestiame e di sostituire al lavoro relativamente libero il lavoro militarizzato, servile. Purtroppo partiti e sindacati hanno accettato la cosa senza avvertire ch'erano in gioco i più inalienabili diritti umani. Già, col pretesto della guerra s'impongono le peggiori enormità!

Guardarsi dall'isolamento.

Le proibizioni legali, emanate da quando è scoppiata la guerra non devono impedire i compagni di riunirsi regolarmente, non fosse che per scambiare le loro opinioni sugli avvenimenti in corso e sulle possibilità che ci potrebbero offrire. Niente è più debilitante e demoralizzante che del sentirsi soli, del non sapere più su chi contare eventualmente, del sentirsi ridotto alle proprie esili forze. Avviene allora che si rinunci ad avere una parte qualsiasi nel grande dramma umano, a lottare per un fine in cui stia la nostra ragione d'essere. E' una specie di suicidio morale, col ridurre la nostra esistenza a quella materiale, con l'essere « comparse che non parlano » e non attori sulla vasta scena della storia del mondo.

Ragionamento errato.

C'è chi col pretesto che gli svizzeri son richiamati a far dei periodi di sei settimane di servizio militare, trova equo che gli stranieri siano costretti a fare eguali periodi di servizio detto civile. Non si vuol vedere l'enormità di creare così i lavori forzati, senza libera scelta di luogo, di tempo e di mestiere. Si dirà che questa scelta è ben limitata in regime capitalista, ma è appunto la ragione per cui non bisogna limitarla di più. Per gelosia verso lo staniero non astretto al servizio militare, non si dovrebbe permettere di militarizzare anche il lavoro. Guai a non vedere più lontano che il proprio naso e ad accettar tutto perchè siamo in tempo di guerra!

Il caso di Mr. Edward Corsi.

Un certo Edward Corsi, conosciuto da anni come giornalista, dirigente e militante fascista, è stato nominato giudice istruttore per le inchieste contro gli stranieri sospetti o convinti di agire a danno degli Stati Uniti d'America! Sicuro, il Corsi veniva così designato ad esaminatore con procedura segreta della condotta dei suoi vecchi amici personali e politici, nei confronti dei problemi di sicurezza politica e militare creati dalla dichiarazione di guerra dell' Italia!

Non è tutto. Parrebbe che una simile nomina avrebbe dovuto sollevare la protesta di tutti gli elementi antifascisti, e primo fra essi quello italiano, e invece silenzio generale. Non si è sentita la necessità e non si è avuto il coraggio elementare di dire che era, non solo scandaloso, ma pericoloso affidare, in misura tutt'altro che indifferente, la sorte della democrazia e dell'antifascismo ad un individuo che se l'è intesa fino a pochi mesi fa con tutto quel che di più fascista Mussolini e il suo regime avevano mobilitato in America.

Ha fatto però eccezione il Prof. Salvemini, che ha pubblicato contro il Corsi una circolare largamente documentata, vera requisitoria stringente ed inconfutabile. Nessuno ha sentito il bisogno, lo ripetiamo, di riprodurla anche riassumendola. Ora, da mesi che circola, è finalmente capitata nelle mani dei nostri compagni dell'*Adunata*, che si sono affrettati a ristamparla integralmente, traducendola dal testo originale inglese. Ecco la conclusione del Salvemini stesso:

« Chi tenga presenti i fatti che precedono, non può esimersi dal domandarsi quale atteggiamento assumerà Mr. Corsi quando debba decidere se l' individuo in esame quale suddito d'un governo nemico rappresenti o meno un pericolo.

« Vi sono novantove probabilità su cento che, se quell'individuo è stato attivo nel movimento fascista, Mr. Corsi penserà che non è pericoloso. Se, invece, la persona in esame è antifascista, Mr. Corsi arriverà alla conclusione che si tratta d'un individuo pericoloso, cho dev'essere senz' altro mandato in un campo di concentrazione ; o, se non altro, che per prendere una decisione giusta occorre un supplemento d'inchiesta, un' inchiesta di mesi e forse di anni prima d'essere completa. E nel frattempo l'antifascista sarà tenuto in custodia mentre i fascisti vengono e vanno, cantando gl' inni fascisti sotto il suo naso. »

Socialismo eclissato.

Esiste ancora il socialismo? Certo tutta la sua letteratura non è distrutta, ma anche in Isvizzera non circola più e gli stessi membri del partito non la conoscono affatto o ben poco. Perfino il Manifesto comunista di Marx ed Engels è loro sconosciuto. Si ha bensì un certo numero di giornali socialisti abbastanza diffusi, ma di socialismo vero e proprio vi si parla rarissimamente. Considerato il regime capitalista come eterno, se ne cercano dei migliori adattamenti e nulla più. Ecco la triste situazione a cui si è giunti insensibilmente e della quale nessuno sembra ormai più meravigliarsene.

Per colmo, certuni che prendono sul serio tutte le dichiarazioni più o meno socialisteggianti degli Alleati, esclamano con tono da furbacchioni: « Eh! lo dicevamo ben noi che verrebbero per forza al socialismo, non essendovi altra soluzione possibile! » Si tratta in realtà di parole vaghe senza nessuna precisione pratica e la minima realizzazione. Del resto, come si potrebbe andare a un socialismo che ha rinunciato ad essere, che dopo essersi dato un programma massimo ed uno minimo, ha fatto del minimo il massimo dei massimi?

Tra i vari partiti socialisti non c'è nemmeno più dibattito di principî, di programmi e di tattiche. Bolscevichi e bolscevizzanti vogliono soprattutto imporre tutte le successive svolte disinvolte e parole d'ordine contraddittorie di Mosca; gli altri vogliono semplicemente attenersi alle schermaglie di commissioni sindacali miste o di assemblee parlamentari. Se in tutto ciò è questione di socialismo, è incidentalmente, di sfuggita, per allusione al passato, non per affermazione di tutto un mondo nuovo, incompatibile con l'« ordine » borghese.

In fondo, gli Alleati non parlano che di salvar la democrazia, una democrazia che ha già perduto una volta il mondo con lo scaldare nel suo seno il nazifascismo. Ben inteso, son costretti a dire che si tratta d'una democrazia nuova fiammante, quella vecchia avendo tradito se stessa ed essendo sospetta a tutti. Ma noi abbiamo da diffidare di tutte le *crazie*, di tutte le autorità, la cui ragione d'essere è sempre oppressione e sfruttamento. In fondo, tutti son d'accordo, anche se pretendono il contrario, a dare maggiori attribuzioni allo Stato, ed a renderne quindi più completa e pesante la dominazione.

Ostaggi e rappresaglie.

Le rappresaglie atroci, usate dai tedeschi, non han sollevato nessuna protesta nella stampa borghese e benpensante della Svizzera. Qualcuno cercherà forse di scusarlo col dire che tanto esige la neutralità svizzera; ma allora siffatta neutralità costituirebbe un vero suicidio morale. Non ricordiamo più il nome del giornalista liberale che durante l'altra guerra ebbe a dire: « Non esiste neutralità morale! » Eppure tale neutralità viene oggi imposta dalla censura, salvo che per la Russia, il che sottolinea ancor più la degradante umiliazione di fronte alle altre potenze. Ed è permesso chiedersi: a questa viltà morale potrebbe corrispondere eventualmente un eroismo materiale? La cosa pare assai dubbia.

Si noti che gli attentatori in paesi invasi ed assoggettati non possono venir considerati come assassini, ma come patriotti in guerra contro l'oppressione straniera — e come tali li han sempre giudicati tutti i libri di storia. Lor signori dalla croce uncinata dovrebbero pur dirsi che se ritengono legittimo assassinare cento e più ostaggi innocenti per uno dei loro colpito, per ognuna di queste centinaia di vittime sarebbe altresì legittimo massacrare cento e più nazisti, quando il corso degli eventi dovesse cangiare, come non è escluso potrà avvenire. Ed allora, quale carneficina! E' bensì vero che delle simili se ne sono già avute più d'una, e si direbbe che non resti più nulla da conoscere in fatto d'orrori, ma forse è illudersi il crederlo!

Qui vorremmo ricordare i gridi d'orrore di tutta la stampa borghese contro gli antifascisti spagnoli, che aggrediti e mitragliati da generali spergiuri li vinsero in campo aperto ed uccisero quanti non fecero in tempo a fuggire. Non si trattava d'ostaggi ma d'individui armati o di complici loro, d'una complicità provata. Quanto declamare non si fece contro le pretese atrocità dei rossi, mentre s'ignoravano popolazioni intere trucidate dai bombardamenti italo tedeschi. Tutti quei popoli che li permisero, oggi ne sono colpiti a loro volta, com'era facile il prevederlo. Il nazifascismo andava anzitutto vinto in Ispagna, senza di che gli si riconosceva il diritto d'occupare anche tutto il resto d'Europa, com'è infatti accaduto. Bisognava chiuder gli occhi sulla Spagna per evitar la guerra, pensavano invece certi pacifisti e rivoluzionari miopi del non intervento!

Somme ricevute = Sommes reçues

Ge: vente 1.40, Etienne 6, Tach 2, Domingo 2, Anton 5, Picprune 10, C. F. 3, Marcel 4.40, Adel 5 — Mi: F. F. 5.

Totale entrate al 14 giugno	Fr.	43 80
Deficit al 1° giugno	Fr.	2033 45
Quarantaduesimo opuscolo		200 —
Spese postali e varie		30 —
Totale uscite al 14 giugno	Fr.	2263 45
Deficit	Fr.	2219 65

A CHE PUNTO SIAMO.

Patti, trattati, accordi, convenzioni si susseguono, ma è tutta roba campata in aria, che potrà essere sola valorizzata dalla vittoria dei contraenti ed anche dalla loro buona fede, che ha già subito fin qui tanti strappi da renderla alquanto dubbia. Nel frattempo continuano le battaglie, con esito piuttosto favorevole a quei dell'Asse, ma con cresciuta resistenza dei loro nemici. L'opinione è sempre più diffusa, e comincia anche a scuotere il morale in Germania, che i successi tedeschi non hanno nulla di decisivo e non fanno che prolungare la guerra. Come per l'altra, agli Alleati basta il saper resistere, per vincere, anche attraverso una catena d'insuccessi. La guerra alla Russia entra nel suo secondo anno, e malgrado un'avanzata spettacolosa degli eserciti dell'Asse, è considerata per esso come uno scacco. Le atrocità degli hitleriani nei territorî occupati e « protetti » servono mirabilmente la propaganda contro la barbaria teutonica. Le condizioni di vita peggiorano di giorno in giorno anche nei paesi neutri, appunto perchè si prevede il durare delle ostilità. Le più grandi potenze che abbia mai visto il mondo ci offrono così uno spettacolo d'impotenza d'ottenere attraverso carneficine e distruzioni quel dominio che odiosamente ambiscono. Purtroppo i popoli persistono a credere che di tale dominio dell'uomo sull'uomo non si possa fare a meno.

Al Prof. Giuseppe Vaselli.

Firenze 6 luglio 1842.

Thouar prima d'andare a Livorno m'aveva incaricato di pregarti a scrivere qualcosa per il Calendario Italiano; adesso mi manda da Livorno un piccolo indice delle materie che debbono contenersi nel detto Calendario, ed io te l'accludo perchè tu vegga se c'è cosa che ti si avvenga. Sarebbe bene che queste pubblicazioni popolari uscissero dalle mani dei buoni, ma io poi vorrei che i buoni si studiassero meno di parere, contenti d'essere. Non ti pare che qualche volta e' si dia un tuffo nel pedante? È meglio mostrarsi mezzi buoni e mezzi cattivi, che andare a risico di far fiasco all'occasione.

Temo questa santimonia: temo questa fede grulla, questa speranza poltrona, questa carità sbadigliante. Oppressi, avviliti, monchi, ridotti automi o giù di lì, credo che siamo disposti più all'odio e alla stizza che all'amore. Pure se l'amore ci ha riprese almeno le labbra, amiamoci tra noi, ma guardiamoci dall'amare i nostri nemici: gli ameremo quando saranno rientrati nei limiti dell'onesto e del debito; per ora è presto. Lontano da noi ogni cervelloticheria cosmopolita o umanitaria: quando ci saremo fatti paesani a casa nostra, chiederemo la cittadinanza del mondo; quando saremo tutta una famiglia qui tra noi, anderemo a pescare la fratellanza anco al di là dell'Alpi. Tutta questa lungagnata l'ho scritta per concludere che vorrei udire almeno qualche volta un ruggito: mi duole di vedere che i buoni temono di farsi sentire quando fremono, e non danno la lassa altro che alle lacrime e ai sospiri: mi duole che per taluni l'effigie dell'uomo cancelli le linee del nemico anco nei ceffi settentrionali.

Giuseppe GIUSTI.

Finir ainsi par où il eût fallu commencer.

Le armi che si sarebbero dovuto spezzare
al principio, lo siano alla fine.